

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Novembre 2023

L'UDC est le parti
du peuple !



Page 3

Stop à la
censure !



Page 4

Un mandat clair
des électeurs



Page 7

L'UDC a gagné les élections :
+9 sièges au
Conseil national !

62 sièges au
Conseil national !



Ce pourquoi
nous nous battons :

Pour un avenir sûr et libre



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 5'500 ex.
udc.ch – franc-parler@udc.ch – Novembre 2023
Conception du Franc-parler : GOAL AG



Les Suisses ne veulent pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants !

Le succès électoral de l'UDC n'a été possible que parce que vous, les électrices et électeurs, nous avez soutenus. Je vous en suis très reconnaissant et vous promets que nous mettrons tout en œuvre pour respecter ce mandat que vous nous avez confié.

Le 22 octobre, nous avons fêté une grande victoire électorale et je tiens à vous en remercier, toutes et tous. Nous avons gagné 9 sièges supplémentaires au Conseil national et avons également remporté des succès au Conseil des États. Cette victoire électorale n'a été possible que parce que nous travaillons en équipe et que nous tirons tous à la même corde. Elle n'a été possible que parce que vous êtes allés voter et que vous avez motivé et mobilisé votre entourage à voter pour l'UDC. Cela me remplit de gratitude.

Nous avons aussi gagné les élections parce que nous avons abordé les thèmes qui préoccupent les gens, notamment l'immigration démesurée et le chaos de l'asile. Les électeurs nous ont donné un mandat et nous le mettrons en œuvre avec toute notre énergie.

Poursuivre la success story suisse

La mission est la suivante : poursuivre la success story de la Suisse ! Dans aucun

autre pays, les citoyens ne disposent d'autant de liberté, d'autodétermination, de sécurité et de prospérité qu'en Suisse. Nous le devons à notre démocratie directe, à notre fédéralisme, à notre neutralité et à notre indépendance.

Mais ces atouts éprouvés sont aujourd'hui menacés. Ils doivent donc être défendus encore et encore. Quelle Suisse voulons-nous ? Les électeurs l'ont clairement exprimé :

- ▶ Nous voulons mettre fin au chaos de l'asile. Nous voulons expulser systématiquement les criminels étrangers.
- ▶ Nous voulons moins d'impôts, de taxes et de redevances. Nous voulons plus d'argent pour vivre. Nous voulons un État allégé et non une administration gourmande.
- ▶ Nous voulons plus de liberté et plus de prospérité. Nous ne voulons pas de nouvelles lois, interdictions et réglementations.
- ▶ Nous ne voulons pas d'infiltration de la société par la gauche rose-verte, que ce soit par des collés climatiques, la folie du genre ou la culture de l'interdit.

En bref, les électeurs veulent une politique réaliste, raisonnable et proche du terrain et c'est ce que défend l'UDC. Nous nous y engageons de toutes nos forces pour les 4 prochaines années, c'est promis !



Marco Chiesa
Conseiller aux États et président
de l'UDC Suisse





L'UDC est le parti du peuple !

Le succès électoral de l'UDC montre que nous savons ce qui préoccupe les Suisses. Ils veulent limiter l'immigration et mettre fin au chaos de l'asile.



Par Marcel Dettling,
Conseiller national
et chef de campagne,
Oberiberg (SZ)

Tout d'abord, un grand merci à vous tous : nous avons gagné les élections du 22 octobre parce que vous nous avez donné votre voix et que vous avez soutenu la politique de l'UDC. Nous avons atteint notre objectif de mobiliser 100'000 élec-

teurs de plus qu'il y a quatre ans. L'UDC est le parti du peuple. Nous savons ce qui fait bouger les choses et c'est pourquoi nous avons systématiquement misé sur le thème de l'immigration.

Les Suisses veulent rester libres et en sécurité

Le peuple a parlé : Il exige un changement de cap de toute urgence. Il en a assez de l'ouverture des frontières, assez de la criminalité étrangère, assez de l'évolution fulgurante vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Les Suisses veulent limiter

l'immigration et mettre fin au business de l'asile, qui coûte des milliards. Ils veulent rester libres et en sécurité.

Ce mandat des électeurs est la base de notre travail pour la prochaine législature. Mais les autres partis bourgeois, le PLR et le Centre, ont également une responsabilité. Nous attendons d'eux qu'ils respectent le mandat des électeurs et qu'ils élaborent des solutions avec nous, pour le bien de la Suisse et de notre population.

714'448 Suissesses et Suisses ont voté UDC
714'448 fois merci

Sus à la censure !

Commission fédérale pour la dissimulation de la vérité

La commission contre le racisme veut interdire la campagne de l'UDC sur la criminalité étrangère. C'est scandaleux et antidémocratique.



Par
Emmylou Ziehli-Maillard,
Présidente des
Jeunes UDC Vaud

L'UDC a publié sur son site internet des dizaines d'exemples d'actes criminels commis par des ressortissants étrangers. Bien entendu, cela va de soi : tous ces exemples concrets sont actuels et étayés par des sources.

La Commission fédérale contre le racisme (CFR) a qualifié les sujets de

« xénophobes et incitatifs » et a demandé à l'UDC d'arrêter la campagne, ceci non pas publiquement, mais dans une lettre adressée à la direction du parti.

Une telle démarche est scandaleuse et antidémocratique. La CFR veut vraiment interdire au plus grand parti de rendre compte d'incidents qui se sont déroulés de la sorte ! Qui doit être protégé ici ? Le citoyen face à une vérité qui dérange ? A-t-on peur que les citoyens

apprennent qu'ils doivent se protéger d'un nombre toujours plus grand de « personnes en quête de protection » ? Ou bien sont-ce les délinquants étrangers, qui sont proportionnellement plus nombreux que la moyenne ? Ou encore les partis de gauche face à la montée en puissance de l'UDC ?

La palme revient ensuite à la « fédération des médias érythréens », qui a accusé l'ensemble de la direction de l'UDC de racisme. Cette fédération ferait sans doute mieux de rappeler à l'ordre certaines de ses ouailles délinquantes sur le chemin de la vertu.



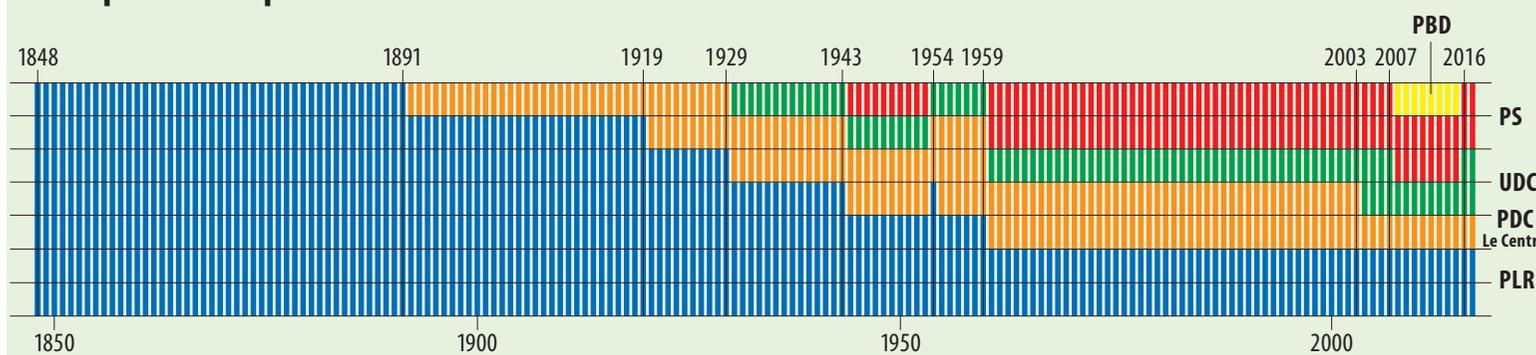
Commission fédérale contre le racisme :
Silence ! On ne parle pas de la violence des migrants !



Une brève mise en perspective de la concordance et de l'élection du Conseil fédéral

Les élections fédérales à peine terminées, la composition du Conseil fédéral arrive. La « formule magique » existe depuis 1959. Elle signifie que les 4 plus grands partis sont représentés au Conseil fédéral en fonction de leur force électorale, avec 2 sièges pour chacun des 3 partis les plus importants en termes d'électeurs et 1 siège pour le 4e plus grand parti.

Composition partisane du Conseil fédéral



Par Peter Keller, secrétaire général de l'UDC Suisse, Hergiswil (NW)

La concordance assure la stabilité

La concordance fait partie de la formule magique. Contrairement à d'autres pays, notre Conseil fédéral n'est pas un gouvernement avec un programme politique commun (coalition), mais un organe qui décide selon le principe de la collégialité. Les con-

seillers fédéraux perdants soutiennent la décision de la majorité. Au Parlement, les partis du Conseil fédéral sont libres de défendre des positions différentes de celles de la majorité du Conseil fédéral.

La concordance a permis de garantir que les principales forces politiques soient représentées au Conseil fédéral. Cette formule magique assure la stabilité politique de la Suisse ; pas de politique brutale comme dans d'autres Etats. Cela signifie aussi que l'on garantit des références de base fiables pour les entreprises et la population. Ce modèle de réussite ne fonctionne toutefois que si les grands partis respectent

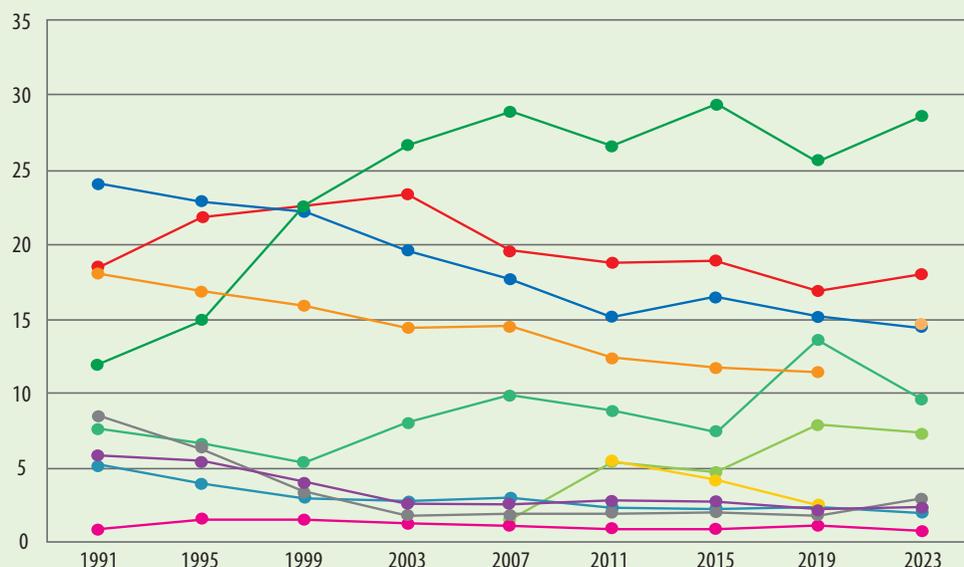
les résultats des élections et reflètent en conséquence la force des partis au Conseil fédéral.

Les membres du Conseil fédéral doivent être soutenus par leurs partis. L'Assemblée fédérale respecte les candidatures officielles et en contrepartie, les partis du Conseil fédéral offrent un choix à l'Assemblée fédérale. Les élections de renouvellement du Conseil fédéral auront lieu le 13 décembre. Les membres qui se représentent sont élus dans l'ordre de leur entrée au Conseil fédéral. Avec une part électorale de 27,9%, le droit de l'UDC à deux sièges au Conseil fédéral est incontesté.

Evolution de la force des partis :

Conseil national 1991 – 2023

- PLR
- PS
- Petits partis du centre
- Petits partis de gauche
- Petits partis de droite
- PBD
- Le Centre
- UDC
- PVL
- Les Verts
- PDC
- Divers



source : OFS 2023

« Les jeunes modèles permettent aussi d'attirer de nouveaux membres »

La viticultrice bernoise Katja Riem est la plus jeune conseillère nationale. Elle révèle comment l'UDC peut marquer encore plus de points auprès des jeunes.

Madame Riem, félicitations pour votre élection en tant que plus jeune conseillère nationale. Comment y êtes-vous parvenue ?

Je pense que les Suisses aspirent à un peu plus de normalité et d'authenticité,

et j'espère que c'est ce que je dégage.

De plus, j'ai pu grandir dans



une cave à vin qui fournit des établissements gastronomiques dans tout le canton. Aujourd'hui encore, je travaille principalement dans la vente, ce qui me permet d'avoir un grand réseau.

Vous étiez déjà la plus jeune au Grand Conseil bernois. Avez-vous un talent politique naturel ?

J'ai simplement une grande passion pour la politique et cela m'a permis d'accéder rapidement à ces fonctions.

Quels sont les thèmes qui vous tiennent particulièrement à cœur ?

En principe, il est important pour moi que nous ramenions les discussions politiques sur terre et que nous laissions derrière nous toutes ces discussions hysté-

riques autour de la folie du genre, des collés climatiques, etc. Il y a un thème qu'il faut aborder, tant dans l'agriculture que dans l'artisanat : La dérégulation !

Que doit faire l'UDC pour attirer davantage de jeunes ?

L'UDC peut d'ores et déjà compter sur de nombreux jeunes engagés. Mais ils ont aussi besoin d'une plateforme et d'opportunités pour accéder à des fonctions correspondantes. Chacun et chacune a le devoir d'entraîner les jeunes et de leur ouvrir des portes. Cela m'a aussi beaucoup aidé et j'aimerais le transmettre. Avec de jeunes modèles, on peut aussi attirer de nouveaux membres !

« L'UDC fait ce qu'elle dit et dit ce qu'elle fait »

Après 30 ans, le Genevois Charles Poncet fait son retour au Conseil national. Le doyen du Conseil explique le succès de l'UDC en Suisse romande.

Monsieur Poncet, en tant que candidat de retour après 30 décennies, vous avez écrit l'une des histoires sensationnelles de ces élections. Comment y êtes-vous parvenu ?

Honnêtement, je ne sais pas. Cela a été une surprise pour moi. Quand Céline Amaudruz m'a proposé de me présenter, j'ai cru que je pouvais seulement aider l'UDC genevoise à gagner un siège de plus. Le siège est allé au MCG, mais j'ai été élu.

À 76 ans, vous êtes désormais le plus âgé des conseillers nationaux...

C'est évidemment différent de l'époque. Avec 30 ans d'expérience en plus, on prend du recul et on voit les choses différemment, et en plus, on n'a plus rien à prouver, ce qui est un avantage.

Vous êtes passé du Parti libéral (PLS) à l'UDC. Qu'est-ce qui vous a poussé à le faire ?

La fusion entre les libéraux et les radicaux était une bêtise. Je ne comprenais pas comment deux partis qui ne s'aimaient pas du tout depuis au moins un siècle pouvaient soudainement tomber amoureux l'un de l'autre ! Croire que l'on pouvait faire de deux perdants un gagnant, c'était idiot.

Comment expliquez-vous la montée de l'UDC en Suisse romande ?

L'UDC est le seul parti en Suisse qui fait ce qu'il dit et dit ce qu'il fait, le seul à avoir une ligne claire en matière de sécurité, d'immigration, d'énergie, de niveau de vie, de protection de la classe moyenne, etc. Pendant des décennies,

l'UDC a été accusée en Suisse romande d'être une sorte de succursale du Front national français. Aujourd'hui, les Romands ont compris que cette accusation est irréaliste et ils voient les résultats de la politique utopique et sans ligne claire des autres partis.



Il faut mettre fin à la politique migratoire néfaste du centre-gauche

Les électeurs ont donné un mandat clair à l'UDC : Ils veulent mettre fin au chaos de l'asile et ne veulent pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants.



Par Thomas Aeschi,
Conseiller national et
chef du groupe
parlementaire, Baar (ZG)

Lors des élections fédérales, l'UDC a gagné 27,9% de parts de suffrages et désormais 62 sièges au Conseil national (+9), restant ainsi clairement le premier parti en termes d'électeurs. Mais pour pouvoir remplir son mandat électoral, elle a besoin, à l'avenir également, soit de majorités au Parlement, soit de l'approbation du peuple et des cantons. Tels sont les objectifs du groupe UDC pour la 52e législature 2023-2027 :

1. **Stop au chaos de l'asile :** l'UDC exige des contrôles systématiques aux frontières nationales, l'expulsion systématique des étrangers criminels, aucun droit d'asile pour les personnes arrivant par un pays tiers sûr, ainsi que des procédures d'asile dans les zones de transit et les pays tiers.

2. **Pas de Suisse à 10 millions d'habitants :**

depuis juin 2002 (introduction de la libre circulation des personnes au sein de l'UE), 1,5 million de personnes ont immigré en Suisse (solde net). Chaque année, il y en a 80'000 de plus. Il y a trop d'étrangers et ce ne sont pas les bons ! Cela entraîne une pénurie de logements, des embouteillages, des trains et des bus bondés, une pénurie d'électricité, une stagnation du revenu par habitant, des primes d'assurance maladie toujours plus élevées, des œuvres sociales endettées et une pression toujours plus forte sur nos beaux paysages et notre nature. Vous aussi, signez l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! (Initiative pour la durabilité) ».

3. **Pas de réédition de l'accord-cadre avec l'UE :**

l'UDC combattrait de toutes ses forces un traité de soumission avec reprise automatique du droit de l'UE, soumission à la Cour de justice de l'UE, sanctions en cas de non-respect des prescriptions de l'UE, paie-

ment de « taxes d'accès au marché » annuelles se chiffrant en milliards, etc.

4. **Non aux expériences de la gauche avec notre AVS et notre système de santé :**

« L'initiative pour une 13e rente AVS » et l'initiative du PS « 10% maximum du revenu pour les primes d'assurance-maladie » coûteraient chaque année plusieurs milliards de francs supplémentaires aux contribuables suisses si elles étaient acceptées. L'UDC s'oppose fermement à de tels projets socialistes qui impacteraient particulièrement négativement la classe moyenne.

5. **Préservez notre neutralité et notre autodéfense :**

Avec l'initiative sur la neutralité, la Suisse maintient sa neutralité perpétuelle, armée et intégrale, au lieu de se livrer à l'OTAN et à la politique de sécurité de l'UE. Parallèlement, les moyens financiers de l'armée doivent être augmentés à au moins 1% du PIB et ainsi renforcer l'autodéfense.



**Chaos de l'asile :
des contrôles
aux frontières
MAINTENANT !**

Signez la pétition en ligne :
petition.svp.ch/fr/home-FR/

Canton d'Argovie **Martina Bircher**
1984, Conseillère nationale**Thomas Burgherr**
1962, Conseiller national**Benjamin Giezendanner**
1982, Conseiller national**Andreas Glarner**
1962, Conseiller national**Stefanie Heimgartner**
1987, Conseillère nationale**Alois Huber**
1962, Conseiller nationalCanton d'Argovie Canton AR Canton de Berne **Christoph Riner**
1977, Conseiller national**David Zuberbühler**
1979, Conseiller national**Werner Salzmann**
1962, Conseiller aux Etats**Manfred Bühler**
1979, Conseiller national**Lars Guggisberg**
1977, Conseiller national**Erich Hess**
1981, Conseiller nationalCanton de Berne Canton de Bâle-Camp. **Thomas Knutti**
1973, Conseiller national**Katja Riem**
1996, Conseillère nationale**Hans Jörg Rüeegsegger**
1970, Conseiller national**Nadja Umbricht-Pieren**
1980, Conseillère nationale**Ernst Wandfluh**
1976, Conseiller national**Thomas DeCourten**
1966, Conseiller nationalCanton de Bâle-Camp. Canton de Fribourg Canton de Genève Canton de Glaris **Sandra Sollberger**
1973, Conseillère nationale**Nicolas Kolly**
1986, Conseiller national**Pierre-André Page**
1960, Conseiller national**Céline Amaudruz**
1979, Conseillère nationale**Charles Poncet**
1946, Conseiller national**Schnyder Markus**
1988, Conseiller nationalCanton des Grisons Canton de Jura Canton de Lucerne Canton de Neuchâtel **Roman Hug**
1980, Conseiller national**Magdalena Martullo-Blocher**
1969, Conseillère nationale**Thomas Stettner**
1969, Conseiller national**Franz Grüter**
1963, Conseiller national**Vroni Thalman-Bieri**
1969, Conseillère nationale**Didier Calame**
1972, Conseiller nationalCanton d'Obwald Canton de St. Gall **Monika Rüeeggler**
1968, Conseillère nationale**Esther Friedli**
1977, Conseillère aux Etats**Mike Egger**
1992, Conseiller national**Walter Gartmann**
1969, Conseiller national**Michael Götte**
1979, Conseiller national**Lukas Reimann**
1982, Conseiller national

Canton de St. Gall 



Roland Rino Büchel
1965, Conseiller national

Canton de Schaffhouse 



Hannes Germann
1956, Conseiller aux Etats



Thomas Hurter
1963, Conseiller national

Canton de Soleure 



Christian Imark
1982, Conseiller national



Rémy Wyssmann
1970, Conseiller national **nouveau**

Canton de Schwytz 



Roman Bürgi
1969, Conseiller national **nouveau**

Canton de Schwytz 



Pirmin Schwander
1961, Conseiller aux Etats **nouveau**



Marcel Dettling
1981, Conseiller national

Canton de Thurgovie 



Jakob Stark
1958, Conseiller aux Etats



Diana Gutjahr
1984, Conseillère nationale



Pascal Schmid
1976, Conseiller national **nouveau**



Manuel Strupler
1980, Conseiller national

Canton du Tessin 



Marco Chiesa
1974, Conseiller aux Etats



Piero Marchesi
1981, Conseiller national



Paolo Pamini
1977, Conseiller national **nouveau**

Canton de Vaud 



Jacques Nicolet
1965, Conseiller national



Yvan Pahud
1980, Conseiller national **nouveau**



Michaël Buffat
1979, Conseiller national

Canton de Vaud 



Sylvain Freymond
1970, Conseiller national **nouveau**

Canton du Valais 



Jean-Luc Addor
1964, Conseiller national



Michael Graber
1981, Conseiller national

Canton de Zoug 



Thomas Aeschi
1981, Conseiller national

Canton de Zürich 



Nina Fehr-Düsel
1980, Conseillère nationale **nouveau**



Benjamin Fischer
1991, Conseiller national

Canton de Zürich 



Martin Haab
1962, Conseiller national



Alfred Heer
1961, Conseiller national



Martin Hübscher
1969, Conseiller national **nouveau**



Thomas Matter
1966, Conseiller national



Gregor Rutz
1972, Conseiller national



Barbara Steinemann
1976, Conseillère nationale

Canton de Zürich 



Mauro Tuena
1972, Conseiller national



Bruno Walliser
1966, Conseiller national

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer



Non à l'adhésion rampante à l'OTAN

Signez maintenant l'initiative pour la neutralité !

Je vous recommande fortement de signer rapidement l'initiative sur la neutralité et de récolter des signatures supplémentaires.



Par Walter Wobmann,
Conseiller national und
Président du comité de
l'initiative sur la neutralité,
Gretzenbach (SO)

La majorité du Conseil fédéral et du Parlement ne soutient plus la neutralité suisse. La politique étrangère patauge dans le sillage de l'UE, accompagnée d'une rhétorique agressive des europhiles et partisans d'une adhésion à l'OTAN. Cela contredit frontalement la neutralité armée, perpétuelle et globale.

Cette politique a déjà causé des dommages massifs. La Suisse a perdu de la crédibilité en matière de politique étrangère. La diplomatie de paix traditionnelle et les bons offices de la Suisse ne trouvent plus leur place dans les conflits actuels.

Au lieu de préparer enfin rapidement notre armée à la défense du pays, les dirigeants du DDPS et de l'armée se rapprochent de l'OTAN. Ils veulent soumettre notre défense aérienne aux

structures de l'OTAN. Au lieu d'équiper enfin complètement les troupes, Berne vend à l'Allemagne des chars de combat dont elle a un besoin urgent pour son propre usage.

Restons indépendants et souverains

Nous devons stopper cette adhésion insidieuse à l'OTAN, sinon, nous serons un jour contraints de participer à des guerres étrangères et de déplorer la mort de Suisses sur des champs de bataille hors de nos frontières. Le danger est de plus en plus grand !

Une Suisse neutre et crédible ne signifie pas que nous, Suisses, ne pouvons pas dénoncer les bellicistes et les terroristes, bien au contraire. Mais la Confédération a une autre mission : Elle doit protéger et promouvoir l'indépendance, la sécurité, la tradition humanitaire, la politique de paix et le commerce ouvert sur le monde. L'initiative sur la neutralité ne limite pas la capacité d'action du Gouvernement, elle la renforce.

La neutralité a apporté à notre pays la sécurité, le respect, la prospérité et la

crédibilité en matière de politique étrangère et c'est pourquoi nous devons maintenant soutenir de toutes nos forces l'initiative sur la neutralité. Seul l'ancrage des principes de la neutralité dans la Constitution garantit que la Suisse reste un pays indépendant, souverain, stable et ouvert sur le monde.

Appel urgent !

Nous n'avons pas encore atteint notre objectif.

C'est pourquoi je vous demande instamment de signer l'initiative.

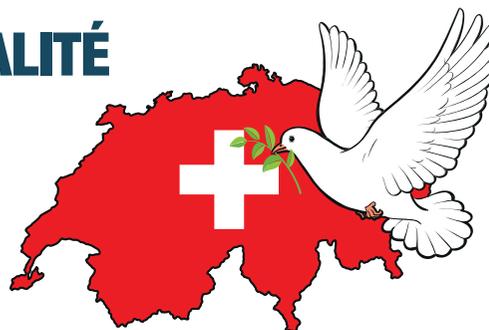
Récoltez des signatures supplémentaires dans votre entourage et renvoyez-nous rapidement les signatures.

Vous pouvez commander des feuilles à tout moment au
031 356 27 27 oder
info@neutralitaet-ja.ch
www.neutralitaet-ja.ch

Je vous remercie d'avance pour votre précieux soutien !

OUI

À LA NEUTRALITÉ SUISSE



neutralitaet-ja.ch/fr

Non à l'assurance tous risques pour les demandeurs d'asile



L'Etat social attire d'innombrables migrants.

Incroyable mais vrai : 87 réfugiés sur 100 vivent de l'aide sociale. Nous ne pouvons plus nous le permettre.



Par Barbara Steinemann,
Conseillère nationale
Watt-Regensdorf (ZH)

Le nombre de demandes d'asile sera cette année plus élevé qu'il ne l'a été depuis longtemps. Une part importante des demandeurs obtient un droit de séjour. Ces dernières années, ce taux était constamment supérieur à 60 % !

Ceux qui peuvent rester sont attribués aux communes. Cela implique la tâche d'amener un grand nombre de personnes issues d'autres cultures et généralement sans for-

mation à l'autonomie financière et cela se solde presque toujours par un échec, avec d'énormes conséquences financières.

Toute personne ayant obtenu le statut de réfugié a droit aux mêmes prestations de l'Etat social que les autochtones. C'est ce que prescrit la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951, qui est toujours en vigueur aujourd'hui malgré des circonstances géopolitiques totalement différentes. Cela n'incite guère à l'indépendance économique, avec pour conséquence aussi édifiante que 86,5 % des réfugiés aptes à travailler vivaient, fin 2021, de nos prestations sociales.

Des incitations totalement erronées

La deuxième catégorie est celle des demandeurs d'asile et des personnes

admissibles à titre provisoire qui séjournent en Suisse depuis 7 ans au maximum. Parmi eux, 87,4 % dépendaient de l'aide sociale au 31 décembre 2021, ce qui signifie que sur 1'000 personnes dans cette catégorie, 874 sont des bénéficiaires de l'aide sociale !

Ces taux élevés n'ont guère évolué au cours des dernières années. Les bénéficiaires de l'aide sociale ont existé de tout temps, mais certainement pas dans une telle mesure et avec une charge financière comme aujourd'hui. Au lieu d'être une solution de dépannage, l'institution de l'aide sociale est devenue une sorte d'assurance tous risques. Ce n'est pas en premier lieu la faute des bénéficiaires, mais celle de l'Etat, qui se trompe totalement d'incitations.

Pour un approvisionnement électrique sûr et abordable Approvisionnement énergétique garanti – Fini les rêveries

L'hiver et le froid sont à nos portes et avec eux, à nouveau, le souci d'avoir suffisamment d'électricité. La politique énergétique de la gauche rose-verte a échoué. Il est grand temps de trouver des solutions réalistes. L'UDC a ces solutions.



Par Pierre-André Page
Conseiller national,
Châttonnaye (FR)

Avec près de 80'000 utilisateurs d'électricité supplémentaires par an en raison de l'immigration, l'abandon des moteurs thermiques au profit de véhicules électriques, les besoins en électricité augmentent. Parallèlement, l'électricité se fait plus rare et les prix de l'énergie explosent.

Actuellement et jusqu'à nouvel ordre, il n'est pas possible de produire de l'électricité sûre

et bon marché principalement à partir d'énergies solaires et éoliennes. La Stratégie énergétique part d'une bonne intention, mais elle n'est pas réalisable.

Des Verts, déconnectés de la réalité, sanctionnés

C'est peut-être à cause de leur stratégie irréaliste que les Verts et les Vert'libéraux ont été sanctionnés lors des élections, avec 11 sièges de moins.

Le peuple a droit à un approvisionnement sûr et abordable, l'artisanat et l'industrie ont besoin d'électricité en ruban. Actuellement, seules les énergies nucléaire et hydraulique fournissent une électricité propre et à prix abordable, pour autant que les lacs de stockage soient remplis.

L'UDC pour une vraie protection de la nature

Nous avons besoin à l'avenir d'un développement de l'énergie hydraulique avec des lacs d'accumulation, d'une nouvelle énergie nucléaire avancée et, lorsque cela est judicieux, de l'énergie solaire sur les bâtiments.

Au Parlement, nous avons besoin de représentants qui s'engagent sans œillères idéologiques en faveur du progrès technologique dans le domaine de l'énergie, sans pour autant défigurer la nature. Nous avons besoin de parlementaires qui s'engagent pour le bien-être de la population et de l'économie. À l'UDC, nous garantissons une politique énergétique qui ne s'oriente pas vers des rêveries, mais vers la réalité, la finabilité et une véritable protection de la nature.

NEW SUZUKI S-CROSS HYBRID 4x4

Piz Sulai

À PARTIR DE

Fr. 31 490.-

Fr. 219.-/MOIS

PIZ SULAI®
Modèle spécial*
avec avantage de prix:
Fr. 2 660.-

QUATRE ROUES D'HIVER PREMIUM GRATUIT

Vous trouverez plus d'informations sur le modèle spécial et l'équipement ici:

HYBRID TEST DAYS:
Maintenant chez votre concessionnaire.

ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT: New Suzuki S-CROSS Piz Sulai® Hybrid 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, Fr. 31 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.1l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 137g/km; **photo grand format:** New Suzuki S-CROSS Piz Sulai® Top Hybrid 4x4, boîte automatique, Fr. 38 990.-, consommation de carburant normalisée: 6.1l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 137g/km. *Série spéciale limitée, jusqu'à épuisement du stock.

Conditions de leasing: durée 36 mois, 10 000km par an, intérêt annuel effectif 3,97%, assurance casco complète obligatoire, paiement exceptionnel: 30% du prix d'achat net. La durée et le kilométrage varient et peuvent être adaptés à vos propres besoins. Votre concessionnaire Suzuki vous soumettra volontiers une offre de leasing personnalisée pour la Suzuki de votre choix. Tous les prix sont TVA incl. Les conditions sont valables pour tous les contrats de leasing et l'immatriculation de la voiture du 1.7.2023 jusqu'à révocation. Tout octroi de crédit est interdit dès lors qu'il entraîne un surendettement du consommateur.

SUZUKI
Le N°1 des compactes
www.suzuki.ch

Non à l'initiative AVS des syndicats

Endiguer la charge fiscale au lieu de ruiner l'AVS



Des votations importantes sont prévues l'année prochaine. L'initiative des syndicats pour une 13e rente AVS est particulièrement menaçante, car à la charge des contribuables.



Par Thomas de Courten,
Conseiller national,
Rünenberg (BL)

Le Conseil fédéral a récemment décidé des dates des premières votations populaires en 2024 après les élections fédérales. Il s'agit en majorité d'initiatives populaires que le centre-gauche a lancées comme véhicule de campagne pour sa clientèle partisane. Les arguments populistes et à courte vue que l'on entendra certainement au printemps prochain lors de la campagne de votation sont à l'avenant. Pour l'UDC, il apparaît clairement qu'il faut refuser ces projets.

Le Conseil fédéral a déjà reporté au milieu de l'année l'initiative du Centre pour un frein aux coûts et l'initiative du PS pour une prime de 10%, au grand dam des initiants, qui préfèrent exploiter le choc des primes plutôt que de proposer des recettes efficaces pour maîtriser les coûts de la santé.

Il en va de même pour les projets qui seront soumis aux électeurs le 3 mars 2023. Ce jour-là, on votera sur l'initiative populaire des syndicats pour une 13e rente AVS et sur l'initiative sur les rentes des jeunes libéraux-radicaux. Cette dernière veut augmenter l'âge de la retraite à 66 ans pour tous d'ici 2033 et l'adapter ensuite automatiquement à l'espérance de vie. Pour l'UDC, il n'en est pas question pour l'instant.

En revanche, nous devons continuer à nous faire du souci pour la sécurité de la prévoyance vieillesse en Suisse. L'initiative syndicale pour une 13e rente AVS met une fois de plus en danger le système éprouvé des 3 piliers de la prévoyance vieillesse, en sapant financièrement le pilier le plus important, le premier, celui de l'AVS et ce, au détriment des contribuables, de la population active et des générations futures (donc nos enfants et nos petits-enfants).

Les syndicats exigent pour tous les bénéficiaires d'une rente de vieillesse, qu'ils soient riches ou pauvres, un droit supplémentaire à une 13e rente AVS par an. Ce supplément ne doit entraîner ni une réduction des prestations complémentaires ni la perte

du droit à ces prestations. Pour beaucoup, c'est le beurre et l'argent du beurre. Cela ne va pas dans le sens d'une « meilleure vie à la retraite » et n'est pas compatible avec la situation financière de l'AVS, dont l'équilibre financier fait l'objet d'un combat depuis des années. Cette rente complémentaire coûterait à tous environ 4 milliards de francs par an, voire 4,7 milliards de francs d'ici 2030.

La frustration de nombreux concitoyens vertueux est certes plus que compréhensible : la Confédération peut certes injecter x milliards dans le sauvetage du CS, x autres milliards sont dépensés dans l'aide au développement ou offerts à l'étranger, mais sa propre population doit passer au second plan. Ce n'est toutefois pas un argument en faveur de l'érosion financière de notre prévoyance vieillesse. Notre objectif doit être d'endiguer massivement le gaspillage de l'argent des contribuables au cours de la prochaine législature et de préserver ainsi la population de charges fiscales et de taxes supplémentaires.

Initiative pour la durabilité
initiatedurabilite.ch

Pas de Suisse à 10 millions !



Virement bancaire
IBAN: CH45 0884 5330 3556 0000 0
IG Nachhaltigkeitsinitiative

Voilà les buts que cette initiative entend réaliser :

OUI à une croissance démographique durable plutôt qu'à une explosion démographique incontrôlée et non maîtrisée.

OUI à une Suisse dont la population résidente permanente ne dépasse pas les 10 millions de personnes d'ici à 2050.

L'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! » est indispensable et urgente pour nous permettre de protéger notre environnement, notre qualité de vie, notre prospérité, et pour assurer notre avenir comme celui de nos enfants.

Signer l'initiative
maintenant



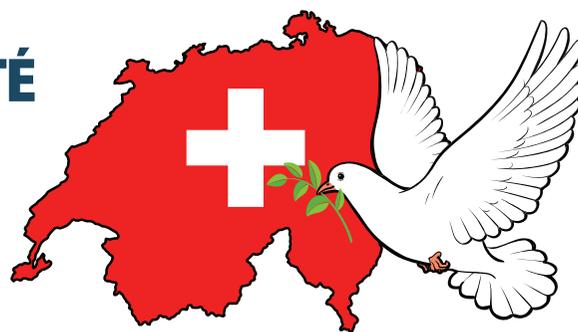
« Un grand merci
pour votre signature »

Thomas Matter, entrepreneur et
Conseiller national, Meilen (ZH)

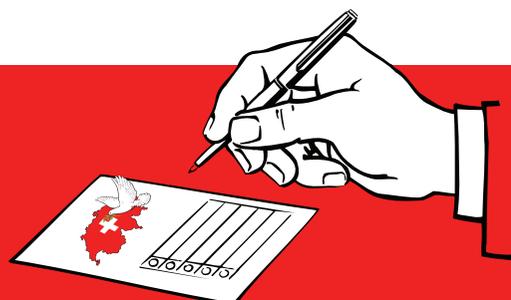


INITIATIVE SUR LA NEUTRALITÉ

OUI À LA NEUTRALITÉ SUISSE



- Préserver la liberté et l'autodétermination
- Permettre une politique de paix active
- Renforcer la tradition humanitaire (bons offices, DDC, CICR)
- Pas d'adhésion rampante à l'OTAN



Important ! À signer
aujourd'hui encore et à
retourner rapidement !



neutralitaet-ja.ch/fr

C'est pour cette Suisse-là que nous nous battons !



L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse du 11 novembre 2023 à Kreuzlingen (TG)

Stopper le chaos de l'asile, contrôler l'immigration, ne pas s'aligner sur l'UE, préserver l'indépendance et la liberté : c'est cette Suisse que veut l'UDC et c'est cette Suisse que veulent les électeurs. Ils l'ont clairement fait savoir lors des

élections fédérales du 22 octobre. Lors de leur assemblée à Alterswil (TG), les délégués de l'UDC Suisse ont confirmé ce cap. Ils ont en outre donné mandat au groupe parlementaire fédéral de s'engager en faveur de l'interdiction des ap-

parentements de listes lors des élections au Conseil national. Cette mesure doit permettre de limiter la prolifération des listes et des sous-listes et de rendre les élections transparentes et simples.



Devenez maintenant membre de l'UDC !

www.udc.ch



**Pour un
avenir sûr
et libre !**



Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- Je soutiens l'UDC financièrement
 - Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
 - Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Faites un don :



Nom/Prénom

Rue

NP/Localité

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58



IMPRESSUM

UDC FRANC-PARLER / LE FRANC-PARLER est une publication de l'Union Démocratique du Centre / tirage : 53'000 / Rédaction et édition : Fondation du journal du parti de l'UDC Suisse, Secrétariat Général, Case Postale, 3001 Berne / source des images : UDC Suisse, Goal AG